

3. - LA DROITE

La droite, en tant que parti national, n'est peut-être pas plus organisée que le centre, mais en tant que pôle d'attraction ou de réaction politique, elle existe, alors que le centre, nous l'avons vu, existe à peine. Dans notre vie publique, la droite est une force qui fait pendant à celle de la gauche, qui peut-être même l'égal en influence. Il n'y a pas en effet de commune, si petite soit-elle, où l'Eglise ne groupe et n'organise une résistance ; et partout où il existe un château, une dynastie bourgeoise, bref une forme consciente d'aristocratie sociale, cette résistance trouve un appui. Il y a sans doute eu, au début de la République, des bourgeois de gauche et il y a maintenant, en

nombre croissants, des catholiques démocrates, mais les premiers ne sont plus qu'un souvenir et les seconds ne sont encore qu'au début d'une tentative : de sorte que la droite est, depuis longtemps déjà, renforcée d'un appoint bourgeois, cependant qu'elle n'est pas encore affaiblie d'une dissidence catholique. Dans cette masse, dont le poids est formidable, on distingue cependant des aspects divers, correspondant aux désagréments successifs de la résistance réactionnaire ; et à ces aspects divers correspond à peu près, à la Chambre, une division en trois groupes.

La réaction légitimiste était monarchiste, sociale, cléricale. Le « ralliement » n'a laissé subsister qu'une réaction sociale et cléricale. Enfin l'équivalent d'un nouveau ralliement (terme impropre, je l'admets) tend à réduire maintenant l'opposition des catholiques démocrates au refus d'accepter ce qu'ils appellent le « laïcisme » du régime républicain. Il y a donc là trois attitudes, se rapportant à trois types politiques, dont l'allure d'évolution plus ou moins allègre les égrène sur la route à la façon des Curiaces. Le groupe des indépendants répond davantage au premier, celui de l'Union républicaine démocratique au second, celui des démocrates populaires au troisième, encore que, comme dans le centre, il y ait manifestement enchevêtrement.

Le groupe des députés indépendants (41 membres) est surtout intéressant en ce qu'il contient, à côté de quelques indépendants véritables, les derniers royalistes ou du moins les derniers tenants avoués de l'esprit antirépublicain : grands féodaux de l'Ouest en particulier, à l'abri dans leurs fiefs, d'où ils considèrent impunément l'inondation démocratique. S'il y a encore en France des cheu-légers, ils sont là.

L'Union républicaine démocratique (85 membres), souvent appelée par abréviation U. R. D., préférerait, je crois, qu'on ne la classe pas à droite, pudeur qui lui est commune avec les neuf dixièmes des réactionnaires : elle voisine, dans la Fédération républicaine, avec des éléments qui ont un pied dans le centre, et elle pourrait, à plus d'un égard, se réclamer de la tradition « progressiste », issue après tout de la République modérée. Mais ce ne sont là que de trompeuses apparences, car deux causes décisives décalent vers la droite son centre de gravité : en matière religieuse la tradition laïque lui fait entièrement défaut, et en matière sociale elle représente l'ordre s'exprimant par la hiérarchie. C'est en un mot un parti de défense sociale, où le grand patron (parfois presque féodal) coudoie le bourgeois catholique (disons cléricale), et, où le libéral républicain égaré ne reconnaîtrait, plus rien de la tradition républicaine. On discerne enfin dans ce conglomérat un noyau nationaliste résistant, qui nous a paru (voir chapitre III) constituer le pôle de réaction le plus caractérisé contre la politique d'entente internationale. Dans cette matière hétérogène une réaction chimique ferait apparaître au moins trois couleurs, la couleur de la féodalité industrielle, celle du nationalisme intransigeant et celle de la défense sociale catholique. Peut-être même faudrait-il distinguer en outre un certain nombre de membres dont l'esprit s'apparente au fond à celui des démocrates populaires. Certains votes, en divisant le groupe, ont révélé ces îlots distincts. Mais, par sa tonalité générale, cette partie de la Chambre évoque le souvenir lointain de l'Assemblée nationale, encore que le libéralisme - type XIXe siècle - du Septennat - ignorât certaine influence subtile d'Action française que nous croyons parfois respirer ici dans l'atmosphère ambiante.

Les « indépendants » sont, sans conteste, à droite de l'Union républicaine démocratique, qui est elle-même à droite du centre, mais où classer les démocrates populaires (18 membres), puisque ce parti, non confessionnel mais en fait catholique, se réclame ardemment de la démocratie ? Nous sommes républicains, démocrates, acquis au progrès social, disent avec une évidente sincérité les démocrates populaires ; nous renions, dans la droite même, les réactionnaires et les cléricaux qui se servent de l'Eglise pour la défense des intérêts et nous ne combattons pas moins les nationalistes, gagnés que nous sommes à la politique de la paix internationale ; nous nous déclarons même laïques, reconnaissant la laïcité comme un fait nécessaire, mais repoussant toutefois le laïcisme républicain, ce système (lui tend à doter l'Etat d'une doctrine irrégulière et antichrétienne. On reconnaît, dans ces idées, une tradition catholique déjà séculaire, née aux débuts du XIXe siècle et qui s'est continuée, avec persistance, sous la troisième République, dans la personne des Etienne Lamy, des de Mun, des Pion, des Marc Sangnier, dans le mouvement des démocrates chrétiens, dans le Sillon, dans les Semaines sociales ; on retrouve également là les directives de Léon XIII, confirmées par de récents encouragements de Rome. Il s'agit, préoccupation bien naturelle et qui a mis bien longtemps à s'imposer, de ne plus se solidariser

avec des régimes déchus de réconcilier le catholicisme avec la démocratie, d'accepter de bon cœur la République... à l'exception toutefois de la conception laïque de l'Etat issue de la Révolution.

Ainsi, pas de difficultés insurmontables dans ce rapprochement, sinon, une fois de plus, la pierre d'achoppement de la politique laïque. En dehors de France, il ne semble pas que le divorce soit irrémédiable entre l'Eglise et la gauche : le centre catholique allemand par exemple n'est nullement par définition un parti de droite. Mais chez nous, c'est bien jusqu'ici la position prise à l'égard de l'Eglise qui a vraiment déterminé les frontières de la République. Peut-on maintenant rompre cette tradition d'intransigeance, effacer ce vieux pli qui revient toujours, en un mot déclasser les partis ? Les démocrates populaires le prétendent et l'espèrent, mais il faudrait, pour leur donner raison, renverser le courant de tout un siècle, non seulement chez les militants de la République mais chez ceux de l'Eglise. Je n'ose prophétiser, mais j'attendrai de l'avoir vu pour le dire.

En attendant, le parti démocrate populaire commence de réussir dans certaines provinces traditionnellement catholiques et jusqu'à un certain point géographiquement excentriques : la Bretagne, où l'opposition du noble et du prêtre est ancienne, l'Alsace et la Lorraine, où le centre catholique allemand a marqué son influence, le Pays basque.

D'une façon générale cependant, le cadre des anciens groupements n'a pas été rompu. Sur les 18 membres du groupe, 4 seulement ont été élus avec des appoints de gauche contre des réactionnaires proprement dits, mais 13 autres ont été nommés par les forces de la droite contre la gauche. Le parti n'est certes pas un parti réactionnaire, mais il demeure jusqu'à présent un parti de droite, ouvert aux aspirations démocratiques mais conservateur dans ses votes. De nombreuses voix individuelles de gauche vont à lui, mais la gauche consciente ne se rallie à ses candidats que pour des raisons tactiques, sans avenir politique et sans lendemain. Il est prématuré de dire que le fossé a été comblé, et néanmoins il s'agit d'un « grand dessein ».

Une carte volontairement stylisée ferait ressortir deux forteresses où la droite paraît inexpugnable : l'Ouest intérieur (Vendée, Maine et Anjou, Basse-Normandie, Bretagne française), pays bocager, géologiquement distinct, où s'est maintenu le peu d'esprit féodal qui subsiste en France; puis les Cévennes, ce pays de loups, où le prêtre conserve son ascendant séculaire et où survit, presque intact, le fanatisme des guerres de religion. Peut-être, mais dans un sens très différent, conviendrait-il d'ajouter les trois départements lorrains d'avant 1914 (Meurthe - et - Moselle, Meuse, Vosges), région républicaine, catholique et patriote, où la proximité de la frontière et l'ombre toujours présente de l'invasion interdisent certains relâchements dans l'oubli. Mais, à vrai dire, la droite est représentée partout, parce que partout où il y a un prêtre l'action de la droite se manifeste, au moins sous l'une des formes indiquées plus haut. On ne s'étonnera donc pas de trouver ici de gros bataillons : 2.160.000 voix, c'est-à-dire 23 p. 100 des votants dans le pays. Dans notre histoire politique des cent dernières années, le rôle de la droite est essentiel, mais moins par l'action directe qu'elle exerce que par les réactions qu'elle provoque. On peut même dire que l'action ouverte et directe lui est jusqu'à un certain point interdite, car, ne le perdons pas de vue, le droitier est, en France, un pestiféré politique. On se sert de son vote et puis on le renie, pour courtiser - à gauche - un radical-socialiste qui vous bafoue. La droite, cependant, s'obstine à ne pas comprendre qu'elle est compromettante et qu'elle ferait mieux de ne donner son concours que sous le manteau.

André Siegfried, *Tableau des partis en France*, Grasset, 1930, p. 179-189